

De Paris, à l'aube du jeudi 23 novembre 1951
Lettre n° 1.990

Monsieur,

Hier encore secrétaire d'Etat, ce matin ministre malgré lui, Laurens est un homme bien ennuyé. René Plevén l'a nommé en effet ministre de l'Agriculture, en remplacement d'Antier qu'il a "démissionné". L'opération aurait pu être conduite dans les formes. Le Président du Conseil aurait pu attendre la réunion --prévue pour aujourd'hui-- du Comité directeur du parti paysan qui, lui-même, aurait autorisé Antier à démissionner et Laurens à prendre sa place. Personne ne serait vexé et le résultat eût été le même vingt-quatre heures plus tard. Ces vingt-quatre heures de délai, Plevén n'a pas voulu les accorder. Il avait fixé une heure-guillotine pour recevoir la démission d'Antier. A minuit, le couperet est tombé, sans que le ministre exécuté eût jugé bon de se manifester. En même temps, Plevén envoyait au "Journal Officiel" le texte du décret nommant Laurens ministre. Cette façon de procéder place ce dernier dans une situation des plus gênantes; au point qu'il envisageait, hier au soir, de ne pas accepter et de démissionner à son tour. Il ne veut pas être accusé d'avoir intrigué contre Antier. C'est fort louable, quand on se rappelle avec quelle cynique désinvolture Antier fit naguère démissionner Ribeyre pour prendre sa place. Mais Laurens a des scrupules. Il est infiniment vraisemblable que le Comité directeur de son parti s'emploiera aujourd'hui à les lever. Sinon, ce ne serait pas lui seul, mais tous les ministres paysans qui devraient se retirer, ce à quoi ne tiennent ni Bruyneel ni Ribeyre. Il est quasiment certain que le groupe va se scinder en deux clans, dont l'un suivra les ministres fidèles au Gouvernement et dont l'autre se retirera avec Antier dans une opposition qui le rapprochera du R.P.F. Cette scission aurait pu être évitée, si Plevén avait accepté d'attendre vingt-quatre heures. Le Président du Conseil a donc travaillé pour de Gaulle. Et le clan des paysans opposants au Gouvernement s'est enrichi de quatre membres qui, mentionnés, lors du scrutin, comme n'ayant pas pris part au vote, ont déclaré, depuis, avoir voulu voter contre.

La majorité Plevén s'amenuise donc encore. Le communiqué, publié à l'issue du conseil des ministres, a été calculé pour tenir les fidèles en haleine et rameuter les indécis. On promet, pour les premiers jours de décembre, un projet financier, dont les trois premiers titres sont propres à calmer les parlementaires. Le premier consiste en effet dans les articles-cadres relatifs à la Sécurité sociale et à la S.N.C.F. Toutefois, pour la Sécurité sociale, il s'agit beaucoup de transferts de dépenses de budget à budget. Il y a aussi quelques économies, mais le hic est que les divers aménagements envisagés ne peuvent assurer l'équilibre dès 1952 et que, sur la base actuelle des cotisations, il est question d'augmenter de trois points les pourcentages perçus. Le second titre du projet s'intitule : une série de dispositions en faveur de l'épargne. Il s'agit surtout d'organiser une campagne de propagande, mais on retient, toutefois, un adoucissement des droits de succession en ligne directe, avec un plancher établi à dix millions. La commission Daladier, qui a déposé un rapport sur les moyens propres à défendre l'épargne, préconise bien d'autres mesures qui ne dépendent pas toutes d'une initiative nationale, notamment celle qui suggère l'institution d'un Fonds international de garantie de l'or. Le troisième titre groupe des mesures pour encourager la productivité, alors que cette productivité n'est pas elle-même exactement définie. Quant au quatrième titre, c'est, évidemment, celui des dispositions fiscales.

Entre temps, on s'occupera beaucoup du plan d'importations dans les conseils ministériels. Les Etats-Unis, qui disposent de 1.350 millions de dollars pour l'aide économique, reconnaissent volontiers que nous avons besoin d'une aide pouvant aller, suivant les appréciations, de 200 à 400

millions de dollars, dont 50 à très bref délai. D'ailleurs, l'administration de l'E.C.A. en France demandait pour nous hier, à Washington, 44 millions de dollars d'urgence. Dans la mesure où Truman voudra consolider le gouvernement Plevén, il accordera cette aide.

Au demeurant, tous ces problèmes de politique intérieure et de politique financière sont volontiers évoqués, alors que les renseignements sont rares qui sont consentis sur les conversations d'Adenauer à Paris. Or, s'il s'agit de l'égalité des droits, il s'agit aussi de l'armée allemande et c'est, pour nous, un problème essentiel. Adenauer s'efforce de faire comprendre aux Américains que l'Allemagne de l'Ouest est capable de fournir seule l'armée de 250.000 hommes réclamée par les experts du Pentagone, à condition que soient diminués ses frais d'occupation. Cela ressort d'un mémoire qui expose notamment que, en réglant annuellement 7,4 milliards de marks pour l'entretien d'une armée d'occupation de 280.000 hommes, l'Allemagne de Bonn dépense davantage en frais d'occupation que l'Angleterre et la France pour leurs deux armées réunies. Le rapport poursuit que le gouvernement fédéral se fait fort de mettre sur pied une armée, non plus de 250.000 hommes, mais de 450.000, remarquablement équipée avec la moitié de ces frais d'occupation, le solde pouvant alors être utilisé pour compenser les subventions américaines. Puis le rapport continue par des considérations plus ou moins politiques, dans lesquelles sont analysés les sentiments des Allemands, dont l'apathie actuelle à l'égard du réarmement est attribuée au fait que la majorité des Allemands considère avec méfiance l'"Oncle d'Amérique" (le mot est dans le rapport) qu'ils soupçonnent de vouloir, non "aider", mais "coloniser" l'Allemagne. Pour étayer sa thèse, le rapport étudie la question du charbon allemand, qui pourrait, par son exportation, couvrir à lui seul les deux cinquièmes de l'aide américaine et supprimer la méfiance découlant de ce que les U.S.A., après avoir fait franchir la frontière allemande au charbon allemand, le revendent deux fois plus cher aux industries germaniques. Enfin, il y a la note pessimiste qui se traduit comme suit : "On peut se demander si les exigences de l'Ouest ne dépasseront pas un jour prochain les possibilités allemandes dans le domaine financier de la République fédérale, créant ainsi une situation qui ne tarderait pas à être fatale, non seulement à la République de Bonn, mais encore aux projets de défense de l'Europe des participants au Pacte atlantique".

Le plus intéressant est encore de savoir comment Adenauer entend amener les Etats-Unis à adopter complètement son point de vue sur la reconstitution de l'armée allemande. Il envisage d'utiliser, pour ce faire, ce qu'il est convenu d'appeler la "minorité germano-américaine". Tout en reconnaissant que les Allemands des Etats-Unis sont plutôt favorables au parti démocrate, Adenauer soulignera qu'ils ont voté républicain, chaque fois que la politique du parti démocrate leur a paru défavorable aux "vrais" intérêts allemands. Il rappellera comment, en 1916, les germano-américains ont voté pour Wilson, qui promettait de rester neutre; comment, en 1920, ils votèrent républicain, parce que Wilson leur avait menti; comment, en 1932 et en 1936, ils votèrent pour Roosevelt, mais comment, en 1940 et 1944, ils votèrent contre lui. Il soulignera combien on est persuadé, tant à Washington qu'à Berlin et à Bonn, que ce fut le retournement des voix des Germano-Américains qui permit l'élection du président Truman, en 1948. Il exposera combien leur influence jouera lors des prochaines élections et combien les démocrates, s'ils ont su comprendre les intérêts allemands, sont sûrs de retrouver toutes les voix germano-américaines, y compris celles de tous les réfugiés des pays d'Amérique latine qui ont sollicité la nationalité américaine et dont les demandes sont examinées actuellement par les autorités compétentes. Enfin, Adenauer soulignerait qu'il est nécessaire que les accords, tant sur l'armée que sur les autres questions, fussent réalisés

avant le mois de mars 1952, car, cette date passée, l'imminence des élections présidentielles empêcherait de conclure et donc rejetterait les Germano-Américains vers les républicains.

Ces quelques détails éclairent d'un jour singulier les intentions d'Adenauer et les moyens de persuasion qu'il entend employer, à la faveur de la période électorale américaine. Ils rendent assez inquiétante cette phrase que le chancelier prononça hier matin devant les journalistes, avant d'aller rejoindre Dean Acheson, avec qui il devait déjeuner : "Toutes les grandes décisions politiques concernant notre pays étant prises à Washington, je mets un grand espoir dans cette entrevue".

Au sujet de la question allemande, je vous signalerai encore que deux noms sont actuellement prononcés pour le futur ambassadeur des Etats-Unis à Bonn : ceux de Henry Murphy, actuellement ambassadeur à Bruxelles, et de Henry Byroade, directeur du Bureau des Affaires allemandes au secrétariat d'Etat, ayant rang de secrétaire d'Etat adjoint. John Mc Cloy, de qui il avait été question, aurait manifesté le désir de revenir aux affaires privées.

Pour Moscou, il semble qu'on ait été un peu vite en avançant le nom de Kennan, car les Soviets font officieusement savoir que Kennan n'est pas "persona grata" chez eux et qu'il n'est pas nécessaire que Kirk soit remplacé immédiatement. Peut-être n'est-ce là que le mouvement d'humeur d'un pays qui s'étonne d'apprendre par la rumeur le nom de l'ambassadeur qui lui est destiné, avant que son agrément lui ait été demandé. C'est le danger de la diplomatie sur la place publique.

paul dehème

E N V R A C

Sécurité sociale.- Dans le plan de réforme, il est envisagé que le régime vieillesse soit pris en charge par le budget de l'Etat et le montant temporaire versé par le régime général (économie : 4 milliards), que soit supprimé le financement par le régime général de l'allocation aux vieux travailleurs agricoles (23 milliards), que soit aménagé le prix de la journée d'hospitalisation (11 milliards) et créée une commission spéciale de réorganisation des hôpitaux, que les cotisations arriérées des fonctionnaires soient remboursées par l'Etat (11 milliards) et que l'agrément du ministre du Travail soit obligatoire pour les conventions collectives du personnel des caisses.

Sécurité sociale dans les départements d'outre-mer.- Je tiens sur cette question, qui a été débattue en conseil des ministres, une note à votre disposition.

Tunnel routier sous le Mont-Blanc.- Sur cette question, également débattue au dernier conseil des ministres, je tiens aussi une note à votre disposition.

Emprunt S.N.C.F.- L'emprunt à "lots-kilomètres" de 5 milliards est prêt. On dit même que ses modalités seraient publiées au "B.A.L.O." dès lundi prochain. Il faudra cependant, pour qu'il puisse être lancé, que soit adopté par le Parlement le texte d'un projet de loi qui va être déposé sur le bureau de l'Assemblée et qui s'exprime ainsi : "Pour assurer le financement des dépenses d'établissement autorisées annuellement par les lois de finances, la S.N.C.F. pourra être autorisée à émettre des emprunts assortis d'avantages particuliers, éventuellement d'ordre tarifaire, acquis ou non par la voie du sort".

oooo

Négociations commerciales.- Avec l'Allemagne occidentale, les négociations en vue du renouvellement de l'accord venant à expiration le 31 décembre commenceraient fin novembre.

Avec l'Allemagne orientale, un accord de compensation a été paraphé.

La commission mixte franco-finlandaise se réunira à Paris, le 15 décembre.

Une réunion de la sous-commission mixte franco-britannique est prévue pour le 29 novembre, en vue d'obtenir pour les produits français (conserves alimentaires notamment) un assouplissement du nouveau régime d'importation qui, en Grande-Bretagne, s'annonce sévère.

La commission mixte franco-hellénique se réunira le 10 décembre, à Athènes. La France s'efforcera de faire participer son industrie à la réalisation du programme grec d'électrification, en ce qui concerne notamment les fournitures de matériel destiné à l'équipement des nouvelles centrales.

La signature du nouvel accord franco-hollandais est soumise à la résolution de deux problèmes : a) les Hollandais souhaitent l'accroissement de nos livraisons de minerai de fer; b) nous insistons pour obtenir des facilités pour l'exportation de nos automobiles.

Le rapport de Coste-Floret sur le projet de pool charbon-acier.- Alfred

Coste-Floret, député M.R.P. de la Haute-Garonne, a présenté aujourd'hui, devant la commission des Affaires étrangères, son rapport tendant à la ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier. Recevant la presse en fin d'après-midi, le rapporteur a fait l'historique de ce traité, en a analysé les grandes lignes et a exposé les raisons qui, selon lui, militent en faveur de sa ratification. Après avoir montré que la communauté européenne pouvait aider la France à atteindre les buts de sa politique étrangère, Alfred Coste-Floret a indiqué que la "solidarité de fait charbon-acier" était destinée à s'étendre à des objets plus vastes et finalement à supprimer l'antagonisme franco-allemand. Le rapporteur a noté au passage que l'Allemagne, pays exportateur de charbon, avait accepté la mise en commun de sa houille et la déconcentration de la Ruhr, pour éviter l'instauration d'un nouveau totalitarisme en Europe, "ce qui constitue un geste encourageant pour le maintien de la paix". Passant aux avantages économiques du traité pour tous ses signataires, et plus particulièrement pour la France, Coste-Floret a indiqué qu'il était nécessaire de créer un marché à l'échelle des techniques modernes. "La France, a-t-il dit, a besoin annuellement de 10 à 15 millions de tonnes de charbon. Où les trouver ? L'Angleterre n'exporte plus. La Pologne, placée derrière le "rideau de fer", ne peut nous en fournir. Restait donc une seule source : la Ruhr."

Dans la seconde partie de son exposé, le rapporteur a plus particulièrement insisté sur la nécessité pour la France, après la ratification du traité, de poursuivre sa politique d'investissements, notamment en matière de transports. Il faut, a-t-il dit, procéder à l'électrification de la Moselle, de manière à permettre le transport du minerai de fer lorrain par les voies fluviales du Nord. En conclusion, Coste-Floret a déclaré estimer que, pour des raisons économiques comme pour des raisons politiques, la ratification s'imposait. L'article 1er du projet de loi ratifie donc le traité et un article 2 prescrit au gouvernement : 1°) de poursuivre les travaux d'investissement concernant les houillères de France et la sidérurgie française, travaux inscrits au plan de modernisation et d'équipement - 2°) d'engager des négociations avec les gouvernements intéressés pour aboutir à une réalisation rapide de la canalisation de la Moselle, entre Thionville et Coblenze - 3°) de présenter au Parlement, dans un délai de six mois après la ratification du traité, une loi-programme d'investissements, portant notamment sur la cokéfaction des charbons lorrains, l'électrification des voies ferrées et le développement des voies d'eau qui apparaissent indispensables pour mettre les industries françaises du charbon et de l'acier dans une position concurrentielle - 4°) de proposer au Parlement un projet de loi alignant, pour tous les emprunts contractés par les entreprises sidérurgiques, entre le 1er janvier 1947 et la date de ratification du traité, les conditions de prêt sur celles qui ont été consenties aux entreprises nationalisées.